

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE CONSULTATION COMMUN A TOUS LES LOTS

MARCHÉ PASSÉ EN APPEL D'OFFRES OUVERT

(en application des articles L.2124-1 à L.2124-2, R.2124-2, R.2161-1 à R.2161-5 du code de la commande publique)

Maître d'ouvrage

ETAT – MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est (SID-NE)

Représentant du pouvoir adjudicateur

Le directeur du SID Nord-Est
1, rue du Maréchal Lyautey – CS 92005
57044 METZ Cedex 01

Objet du marché

Projet n° DAF_2026_ 000312

VALDAHON (25) – 13°RG – Félin Phase2 – Installation PGC et création local batteries

ID COSI 466 115

Remise des offres

Date limite de réception : **Lundi 2 novembre 2026 avant 12h00**

Niveau de classification :

MD	MA	MS	SF	NP
				X
Marché avec détention d'ISC	Marché avec accès d'ISC	Marché sensible	Spécial France	Marché non protégé

PREAMBULE : INFORMATIONS POUR LA PRISE EN COMPTE DE LA DEMATERIALISATION DES ACHATS DE L'ETAT.....	4
DEMATERIALISATION - RAPPELS.....	4
ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION.....	6
1-1. DESCRIPTION DU MARCHÉ	6
1-2. LIEU D'EXECUTION DU MARCHÉ	6
1-3. QUANTITE OU ETENDUE GLOBALE DU MARCHÉ	6
1-4. DECOMPOSITION DU MARCHÉ EN LOTS, EN TRANCHES ET SECTIONS TECHNIQUES	8
1-5. DUREE DU MARCHÉ	8
1-6. MAITRISE D'ŒUVRE.....	9
1-7. ORDONNANCEMENT – PILOTAGE – COORDINATION (OPC)	9
1-8. AUTRES INTERVENANTS	9
1-9. DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX INTERESSANT LES ARMEES	9
1-10. MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	10
1-11. DEVELOPPEMENT DURABLE.....	10
1-12. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DU MARCHÉ – INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE :	11
1-13 – DISPOSITIF SOCIAL DU MILITAIRE BLESSE	11
1-14. DEMARCHE DE CERTIFICATION « RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES (RFR) » ET DE LABELLISATION « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES (RFAR) »	11
1-15. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC.....	12
1-16. INCITATION AU SOUTIEN A L'ACTIVITE RESERVE ET A LA GARDE NATIONALE	12
ARTICLE 2 – PROCEDURE	13
2-1. PROCEDURE	13
2-2. NEGOCIATION	13
2-3. ANALYSE DES PLIS.....	13
2-4. VARIANTES FACULTATIVES A L'INITIATIVE DES CANDIDATS.....	13
2-5. VARIANTES OBLIGATOIRES A L'INITIATIVE DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	13
2-6. COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	13
2-7. PRESTATIONS SIMILAIRES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSEES ULTERIEUREMENT AU TITRE DE L'ARTICLE R.2122-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	13
ARTICLE 3 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT.....	13
3-1. MODALITES DE FINANCEMENT.....	13
3-2. PRIX DU MARCHÉ	13
3-3. CAUTIONS ET GARANTIES DEMANDEES	14
3-4. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT.....	14
3-5. FORME JURIDIQUE QUE DEVRA REVETIR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ :	14
ARTICLE 4 - LES REGLES DE LA CONSULTATION.....	14
4-1. CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	14
4-2. MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	15
4-3. CONDITIONS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	15
4-4. VISITE DES LIEUX	15
4-5. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	16
4-6. DEMATERIALISATION DES MARCHES PUBLICS.....	16
ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES DE REMISE DES PLIS.....	17
5-1. LE CANDIDAT EFFECTUE LA TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE	18
5-2. LA SIGNATURE ELECTRONIQUE	19
5-3. MODALITES DE TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE.....	20
ARTICLE 6 - CONTENU DES PLIS.....	21

6-1. DOSSIER CANDIDATURE	22
6-2. PRESENTATION DE L'OFFRE	26
6-3. PLI DE SAUVEGARDE	26
ARTICLE 7 – JUGEMENT DES OFFRES	27
7-1. LOT N° 1 - VRD.....	27
7-2. LOT N° 2 – GROS ŒUVRE - FAÇADES	28
7-3. LOT N° 3 – CHARPENTE METALLIQUE – COUVERTURE - BARDAGE	30
7-4. LOT N° 4 – MENUISERIES - SERRURERIE	32
7-5. LOT N° 5 – PLATRERIE - PEINTURE	33
7-6. LOT N°6 – CVC.....	35
7-7. LOT N°7 – ELECTRICITE	36
ARTICLE 8 – ATTRIBUTION, NOTIFICATION DU MARCHÉ.....	37
8-1. FORMALITES : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ.....	38
8.2. TRANSMISSION DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVES	38
8.3. FIN DE PROCEDURE ET NOTIFICATION	39
ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	39
9-1. RENSEIGNEMENTS D'IMPORTANCE SECONDAIRE	39

ANNEXES :

- 1/ Attestation de mise à disposition de capacités
- 2/ Engagement du service envers les fournisseurs

PREAMBULE : INFORMATIONS POUR LA PRISE EN COMPTE DE LA DEMATERIALISATION DES ACHATS DE L'ETAT

DEMATERIALISATION - RAPPELS

En application des dispositions prévues à l'article R.2132-7 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique (CCP), dans le cadre de cette consultation, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et à l'offre) sont transmis uniquement par voie électronique. **Ainsi, le candidat qui enverrait son pli sous un support autre que celui du profil d'acheteur (via la PLACE) verra son offre jugée irrégulière** au sens de l'article L.2152-2 de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018.

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent également par voie électronique. **Sur ce point, l'attention du soumissionnaire est appelée sur le fait que l'adresse mail utilisée dans le cadre de ces échanges sera l'adresse ayant servi au retrait du dossier de consultation.**

Les documents de la consultation dont la signature électronique est requise doivent être signés électroniquement avec un certificat de signature conforme au RGS ou équivalent.

A cet effet, nous conseillons aux soumissionnaires de se munir d'un certificat de signature électronique au moment de la remise du pli.

Il est à noter qu'au titre de l'article R.2132-11 du CCP, les candidats peuvent adresser une copie de sauvegarde sur un support physique électronique (clé USB) ou papier. Cette copie de sauvegarde ne pourra être prise en compte que :

- lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple : aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.
- lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne doit pas être utilisé : la copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature – ou l'offre – principale, qui se substitue complètement au document arrivé hors délai ou qui n'a pu être ouvert.

En conséquence, le SID Nord-Est :

- **met en œuvre la mise en consultation et la dématérialisation via PLACE (Plate Forme des AChats de l'Etat) de toutes les procédures de passation des marchés > 40 k€ HT impliquant :**
 1. Mise en ligne des consultations > 40 k€ HT dans PLACE ;
 2. Echanges dématérialisés systématiques et obligatoires avec les entreprises via PLACE (demandes d'informations, réponses, modificatifs au RC...) ;
 3. Réception des offres électroniques et téléchargement et ouverture des plis dématérialisés via PLACE ;
 4. Signature électronique du marché pour notification à l'entreprise via PLACE et suivi accusé réception date de notification.

Est-il possible de déposer une candidature de manière dématérialisée sans signer électroniquement ?
OUI.

La signature électronique de l'acte d'engagement, au stade de la remise des offres, n'est pas obligatoire. Elle reste toutefois possible et conseillée, notamment si vous disposez déjà d'un certificat de signature électronique valide.

NB : Seul le soumissionnaire auquel il sera envisagé d'attribuer le marché public devra signer, de façon électronique, l'acte d'engagement qui lui aura été remis par l'acheteur.

Nota :

La signature électronique est requise. Toutefois, à titre exceptionnel, en cas d'incapacité/difficulté matérielle avérée, la signature manuscrite du marché par le RPA (ou son représentant) et/ou par l'opérateur économique peut être acceptée.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

1-1. Description du marché

La présente consultation concerne l'installation des plongeurs de combat du génie du 13[°]RG dans une zone dédiée.

Les travaux comprennent :

- La réhabilitation du bâtiment 0112 à destination de :
 - Stockage (stockage matériel plongeurs)
 - Atelier (atelier maintenance matériel plongeurs, local ATEX, bureau, nettoyage...)
 - Zone vie (bureaux, vestiaires, sanitaires...)
- La création du bâtiment 0151 à destination du stockage des embarcations et matériels de propulsion
- Création d'un bâtiment de stockage et charge batteries (345)

Les travaux seront réalisés en une seule phase qui comprendra les travaux des trois bâtiments :

- Déconstruction et gros œuvre
- Terrassement, viabilisation réseaux et aménagements extérieurs
- Construction d'un hangar métallique et couvertures
- Travaux d'aménagements intérieurs et corps d'état techniques (CVC, électricité, réseaux...)

Nomenclature CPV :

Code et intitulé général pour l'opération : 45210000 - Travaux de construction complète ou partielle et travaux de génie civil

Code(s) CPV et intitulé(s) pour chaque lot :

- Lot 1 : 45233140-2 - Travaux routiers
- Lot 2 : 45262311-4 – Travaux de gros-œuvre en béton
- Lot 3 : 45261000-4 – Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes
- Lot 4 : 45421000-4 – Travaux de menuiserie
- Lot 5 : 45410000-4 – Travaux de plâtrerie / 45442100-8 – Travaux de peinture
- Lot 6 : 45311000-6 – travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
- Lot 7 : 45311000-0 – Travaux de câblage et d'installations électriques

1-2. Lieu d'exécution du marché

Les prestations seront exécutées à **VALDHON (25) – Camps du Valdahon.**

1-3. Quantité ou étendue globale du marché

1-3.1 Travaux à réaliser

Les travaux seront réalisés conformément aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Ils comprennent notamment :

- Lot N°1 : VRD :
 - Les travaux préparatoires
 - Les travaux de terrassements et traitements des pieds de façade
 - Les travaux de terrassements généraux
 - Les travaux de réseaux divers
 - Les travaux de voiries
 - Les travaux de remplacement des portails et clôtures
 - Documents à remettre

- Lot N°2 : Gros-œuvre - façades :
 - Les travaux préparatoires
 - Les travaux d'échafaudage
 - Les travaux de gros œuvre
 - Les travaux de ravalement de façades
 - Les travaux de revêtements céramiques et résines
 - Documents à remettre

- Lot N°3 : Charpente métallique – couverture - bardage :
 - Les travaux préparatoires
 - Les travaux d'échafaudage spécifique
 - Les travaux de charpente
 - Les travaux de couverture
 - Les travaux de zinguerie
 - Les travaux de bardage
 - Documents à remettre

- Lot N°4 : Menuiseries - serrurerie :
 - Les travaux préparatoires
 - Les travaux de menuiseries extérieures
 - Les travaux de menuiseries intérieures
 - Les travaux de serrurerie - ferronnerie
 - Documents à remettre

- Lot N°5 : Plâtrerie - peinture :
 - Les travaux préparatoires
 - Les travaux de plâtrerie
 - Les travaux de peinture et d'entoilage
 - Les travaux de nettoyage
 - Documents à remettre

- Lot N°6 : CVC :
 - Les travaux préparatoires
 - Spécifications techniques détaillées
 - Les travaux de chauffage et d'ECS
 - Les travaux de climatisation
 - Les travaux de ventilation mécanique
 - Les travaux de ventilation naturelle
 - Les travaux de plomberie-sanitaire
 - Documents à remettre

➤ Lot N°7 : Electricité :

- Les travaux préparatoires
- Conditions relatives au lot
- Spécifications techniques générales
- Spécifications techniques des installations basse tension
- Spécifications techniques du réseau courants faibles
- Spécifications techniques des mises à la terre
- Consignation, démantèlement
- Ouvrages de 1^{ère} catégorie
- Réseaux de distribution
- Equipements électriques
- Eclairage intérieur
- Eclairage extérieurs
- Eclairage de sécurité
- Installations de sécurité incendie
- Documents à remettre
- Annexes courant faible

1-3.2 Valorisation des déchets issus de la démolition

Sans objet.

1-4. Décomposition du marché en lots, en tranches et sections techniques

1-4.1. Intitulé des lots

Le présent marché est passé en lots séparés, concourant à la réalisation des travaux visés à l'article 1.1 ci-dessus, dont les intitulés sont les suivants :

- Lot N°1 : VRD
- Lot N°2 : Gros œuvre - façades
- Lot N°3 : Charpente métallique – couverture - bardage
- Lot N°4 : Menuiseries - serrurerie
- Lot N°5 : Plâtrerie - peinture
- Lot N°6 : CVC
- Lot N°7 : Electricité

1-5. Durée du marché

A titre indicatif, les travaux commenceront vers le 1^{er} trimestre 2027.

Le délai global d'exécution de l'ensemble des lots est de 14 mois, comprenant :

- une période de préparation de 4 mois, qui débutera par ordre de service ;
- un délai d'exécution des travaux de 10 mois, à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer.

Le délai d'exécution propre à chaque lot sera déterminé dans les conditions stipulées à l'article 4.1 du CCAP. L'ordre de service prescrivant de commencer la période de préparation et l'ensemble des travaux sera notifié au titulaire de chaque lot.

1-6. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la division investissement du service d'infrastructure de la défense Nord-Est, représentée par le chef du bureau maîtrise d'œuvre, qui est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les études d'exécution, ainsi que les dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.), sont à la charge de l'entreprise.

1-7. Ordonnancement – pilotage – coordination (OPC)

La mission OPC est assurée par : Le bureau maitrise d'œuvre de Besançon.

1-8. Autres intervenants

- Contrôleur technique

Marché en cours de notification

- Coordination Sécurité et protection de la santé (SPS)

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

46, avenue VILLARCEAU

CCI Saône-Doubs

25000 BESANCON

Tél : 06 73 49 95 91

Mail : jean-luc.pele@bureauveritas.com

1-9. Dispositions relatives aux travaux intéressant les armées

Le présent dossier intéressant les armées, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions de l'article 1-3 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence.

1.9.1 Autorisation d'accès dans sites et zones du ministère des Armées et des anciens combattants

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire (CP) pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

- **Demande de CP en version numérique remplie, non signée, au format natif** (règle de nommage : CP_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA)
- **Demande de CP remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF** (règle de nommage : SCAN_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA)
- **Une pièce d'identité valide scannée en version PDF** (règle de nommage : PI_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA).

Nota : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de CP **et** retour de celui-ci validé. De ce fait, le chantier ne pourra débuter qu'à partir du moment où les CP seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité.

A l'issue de l'enquête, chaque personnel se verra attribué de l'un des statuts suivants :

- « Accès autorisé », ;
- « Accès avec réserves » ;
- « Interdit d'accès ».

Pour ces deux derniers statuts, le titulaire du marché se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s) et devra proposer d'autres personnes à soumettre au CP.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

A titre indicatif et prévisionnel, le délai nécessaire pour la validation des contrôles primaires est d'environ 2 à 4 mois. Le titulaire tient compte de ce délai dès la notification du marché et pour toute mise à jour de la liste nominative du personnel qui réalise les prestations.

Le titulaire se doit de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. **Le titulaire du marché assumera tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site.**

1-10. Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de pandémie, l'offre tiendra compte des mesures à respecter et à appliquer permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés œuvrant sur le chantier. Pour cela, les candidats se conformeront :

- Au guide de préconisations réalisé par l'OPPBTP, validé par le gouvernement, rendu public le 2 avril 2020 modifié, permettant l'activité du secteur du BTP, tout en assurant la sécurité des salariés ;
- Au PGC qui détermine les préconisations nécessaires pour assurer le respect des gestes barrières (*s'il n'y a pas de PGC, se référer aux préconisations du chargé de prévention de l'entité où se réaliseront les prestations*).

L'opération donne lieu à un marché de SPS de catégorie 2 sur les phases conception et réalisation dont le titulaire est :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

46, avenue VILLARCEAU

CCI Saône-Doubs

25000 BESANCON

Tél : 06 73 49 95 91

Mail : jean-luc.pele@bureauveritas.com

Les mesures particulières applicables au marché sont définies dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

1-11. Développement durable

En application des dispositions des articles L.2111-1, L.2112-2 et L.2112-4 du code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché intègrent des éléments à caractère environnemental, qui prennent en compte des objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

Les candidats devront notamment :

- Présenter un mémoire environnement dans leur offre et le mettre en application lors de l'exécution du marché,
- Privilégier la mise en œuvre de matériaux et matériels durables, éco-conçus, labellisés, recyclables, issus de matières recyclées et économes en énergie
- Utiliser du bois issu de forêts gérées durablement, conformément à l'article 6.1.2 du CCAP (lot 3 et 4).

1-12. Conditions particulières d'exécution du marché – Insertion par l'activité économique :

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le SID Nord – Est souhaite faire appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises qui répondent à ses appels d'offres.

Conformément à la possibilité ouverte par l'article L 2112-2 du nouveau code de la commande publique applicable au 1er avril 2019, l'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, est tenue, pour l'exécution du marché, de proposer une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés professionnelles ou sociales particulières.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition serait irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

Afin de vous associer à cette démarche sans alourdir la procédure, le service des marchés a élaboré des annexes spécifiques aux documents contractuels qui vous sont familiers.

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, un dispositif d'accompagnement et d'assistance aux entreprises est mis en place. Les entreprises doivent prendre contact avec :

CLAUSES & TERRITOIRES
Contact : Stephane MUR
Chef de projet – Achat Socialement Responsable
Portable : 07.67.90.40.17
Courriel : clausesetterritoires.smur@gmail.com

1-13 – Dispositif social du militaire blessé

Sans objet.

1-14. Démarche de certification « relations fournisseurs responsables (RFR) » et de labellisation « relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) »

Le ministère des armées et des anciens combattants a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées et des anciens combattants de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

1-15. Certificat de bonne exécution du marché public

Le Maître d'ouvrage peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution du marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du Maître d'ouvrage qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendus n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat est résilié aux torts du titulaire.

1-16. Incitation au soutien à l'activité réserve et à la garde nationale

Le ministère des armées et des anciens combattants souhaite favoriser et valoriser la garde nationale, créée le 13 octobre 2016, qui est un nouveau modèle de sécurité citoyenne adossé à la base des réserves opérationnelles de premier niveau des armées et des formations rattachées relevant du ministère des armées et des anciens combattants, les réserves opérationnelles de premier niveau de la gendarmerie nationale et la réserve civile de la police nationale, relevant du ministère de l'intérieur.

A ce titre, outre les dispositions légales qui obligent les employeurs civils à libérer leurs collaborateurs-réservistes 5 jours par année civile dans le cadre de leur activité de réserve, le titulaire est invité à mettre en œuvre des dispositions favorables à la disponibilité et à la réactivité de leurs collaborateurs-réservistes. Ils peuvent à cet effet signer une convention de soutien à la politique de la réserve militaire avec le ministère des armées et des anciens combattants.

Ces conventions ont comme objectifs de faciliter la disponibilité et la réactivité des salariés de l'entreprise titulaire d'un engagement à servir dans la réserve (ESR), maintenir, tout ou en partie, les conditions de rémunération des salariés-réservistes pendant leurs activités militaires, resserrer les liens entre l'entreprise et les forces armées par l'intermédiaire de ces réservistes et du référent-défense désigné dans l'entreprise, l'interlocuteur direct du secrétariat général de la garde nationale et mettre en place le socle d'un partenariat durable entre la Défense et l'entreprise permettant le développement de diverses formes de coopération.

L'entreprise signataire d'une convention peut en contrepartie bénéficier de certains avantages : (liste non exhaustive)

- Assimilation de certaines périodes de réserve à la formation professionnelle continue et la récupération des coûts salariaux correspondants,
- Inscription à des formations et des stages proposés par le ministère des armées et des anciens combattants,
- Intégration des valeurs portées par la réserve au sein de la responsabilité sociétale (RSE),
- Attribution de la qualité « de partenaire de la Défense nationale »,
- Accès à l'information relative à la Défense et à la sécurité nationale,
- Connexion au réseau des entreprises partenaires de la Défense,
- Accès au prix de la réserve militaire, prix remis chaque année par le ministère des armées et des anciens combattants ou son représentant afin de récompenser une entreprise qui a particulièrement œuvré pour la réserve militaire durant l'année écoulée,
- Bénéfice du savoir-faire et du savoir-être que les collaborateurs-réservistes développent : gestion du stress, dépassement de soi, engagement, adaptabilité, disponibilité, loyauté, management, esprit d'équipe, souci du reporting, éthique et compliance, expertises techniques...,
- Epanouissement et équilibre des collaborateurs-réservistes par la reconnaissance de leur engagement civique.

Le secrétariat général de la garde nationale vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : contact@garde-nationale.gouv.fr, et les sites internet : <https://www.reservistes.defense.gouv.fr> et <https://www.defense.gouv.fr/reserve>

ARTICLE 2 – PROCEDURE

2-1. Procédure

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R.2124-2 et R.2161-1 à R.2161-5 du code de la commande publique.

2-2. Négociation

Aucune négociation n'est prévue.

2-3. Analyse des plis

Le maître d'ouvrage analyse les seuls plis qui seront reçus au plus tard à la date et à l'heure limite fixées en page de garde du présent document.

S'il est constaté que le dossier de candidature et/ou de l'offre est incomplet, le maître d'ouvrage peut demander, par écrit, aux candidats, de régulariser le contenu de ce dernier, dans les conditions fixées par les articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

2-4. Variantes facultatives à l'initiative des candidats

Les variantes ne sont pas autorisées.

2-5. Variantes obligatoires à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur

a) Variante obligatoire – Solution alternative
Sans objet.

b) Variante obligatoire – Prestation supplémentaire
Sans objet.

2-6. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Sans objet.

2-7. Prestations similaires susceptibles d'être passées ultérieurement au titre de l'article R.2122-7 du code de la commande publique

Sans objet.

ARTICLE 3 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

3-1. Modalités de financement

Le présent marché (chaque lot) est financé sur le budget de l'État et payé par virement administratif, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement du titulaire.

3-2. Prix du marché

Le présent marché sera conclu à prix global et forfaitaire.

3-3. Cautions et garanties demandées

Sans objet.

3-4. Modalités essentielles de paiement

- A) Avance sous conditions, correspondant à 30 % du montant du marché (lot)
- B) Acomptes mensuels par virements
- C) Prix révisables

3-5. Forme juridique que devra revêtir l'attributaire du marché :

Le marché (chaque lot) sera conclu :

- soit avec un opérateur économique unique,
- soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Pour chacun des lots :

- Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement,
- Il est interdit de présenter une offre en agissant à la fois en tant que candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, aucune forme juridique n'est imposée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur.

La composition du groupement ne pourra être modifiée, entre la date de remise des offres et la date de signature du marché, que dans les conditions prévues à l'article R.2142-26 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 - LES REGLES DE LA CONSULTATION

4-1. Contenu du dossier de la consultation

Le dossier de consultation (pièces fournies gratuitement aux candidats) comprend les documents suivants :

- Présent règlement de consultation et ses annexes, communs à tous les lots :
 - Attestation de mise à disposition des capacités
 - Engagement du service envers les fournisseurs
- Formulaires DC1, DC2, DC4
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes, communs à tous les lots :
 - Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des Armées et des anciens combattants
 - Plan Général de Coordination (P.G.C.) sécurité et protection de la santé de 1^{ère} catégorie
 - Guide de démarrage EP – déclarer un SST (SUBCLIC)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières dispositions générales (CCTP DG) ;

- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot ;
- Le tableau des marques et types (TMT) propre à chaque lot ;
- Les pièces graphiques du DCE :
 - Liste en annexe
- La chartre graphique du SID
- Le RICT (**mis en ligne en cours de consultation / dès que possible**)
- LE PGCSPPS de catégorie 2 et ses annexes
- Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot
- Devis Descriptif Estimatif Détaillé (DDED) propre à chaque lot
- Le cadre du Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)
- Acte d'engagement (AE), un par lot et son annexe :
 - Engagement d'insertion par l'activité économique propre à chaque lot

4-2. Modifications du dossier de la consultation

Le Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est (SID-NE) se réserve le droit d'apporter au plus tard **six (6) jours** avant la date limite pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Le décompte du délai se fait à partir de la date d'envoi de l'additif.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4-3. Conditions de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible et peut être téléchargé sur le site : www.marches-publics.gouv.fr sous la référence de la consultation, projet n°**DAF_2026_000312**

4-4. Visite des lieux

La visite des lieux est obligatoire pour chacun des lots.

Les entreprises devront, pour se rendre sur le site, s'adresser aux personnes ci-dessous, afin de convenir d'un rendez-vous. Un préavis de 7 jours devra être respecté.

- M. Lecointre - 03 81 87 24 21 - olivier.lecointre@intradef.gouv.fr
- M. Morel - 03 81 87 21 46 - patrice.2morel@intradef.gouv.fr
- Mme. Vasseur – 03 81 87 21 71 - anne.vasseur@intradef.gouv.fr

Les visites ne donneront pas lieu à une réponse orale en cas de question de la part d'un candidat. En effet, en cas d'interrogation, les candidats sont invités à adresser l'ensemble de leurs questions via la PLACE, conformément aux dispositions de l'article 10 du présent règlement de la consultation.

Une attestation de visite des lieux sera délivrée, signée d'un représentant du service, et devra être jointe à l'offre. **Son absence entraînera l'élimination de l'offre.**

4-5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **six mois**.

Il court à compter de la dernière date limite de remise des offres.

En participant à cette consultation, le candidat s'engage sur l'offre technique et financière qu'il présente. S'il est déclaré attributaire et qu'il n'a pas transmis d'acte d'engagement signé dans son offre, il devra signer l'acte d'engagement qui lui sera présenté par le représentant du pouvoir adjudicateur lors de l'attribution du marché (cf. article 9 du présent règlement).

4-6. Dématérialisation des marchés publics

La "dématérialisation des marchés publics" se traduit par l'utilisation de la voie électronique pour tous les échanges qui interviennent dans le processus d'achat public (accès à la consultation, remise des documents relatifs à la candidature et à l'offre, demande et échanges d'informations, demande de précision, déliement d'offre, lettre de rejet, lettre d'attribution et notification).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la dématérialisation de la procédure, ***l'adresse mail utilisée dans le cadre de ces échanges sera l'adresse ayant servi au retrait du dossier de consultation.***

Les documents, dont la signature électronique sera requise lors de l'attribution, doivent être signés électroniquement. L'obtention d'un certificat de signature électronique est à la charge de chaque candidat.

Concernant l'acquisition des certificats, un délai de 8 à 15 jours est évoqué, sous condition de la production d'un dossier complet. La remise peut aller jusqu'à trois semaines, il est donc nécessaire d'anticiper la demande.

Ainsi, l'acheteur conseille à chaque soumissionnaire de se munir d'un certificat de signature électronique au moment de la remise du pli. Il lui faut simplement vérifier que le certificat figure bien sur la liste européenne et qu'il correspond au niveau minimum exigé pour les marchés publics (cf. arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique accessible sur le site legifrance.gouv.fr), soit une signature avancée reposant sur un certificat qualifié¹.

Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son offre

Les paramètres à prendre en compte par le candidat : les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

La boîte aux lettres du candidat (BAL)

Attention : certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plate-forme. Les candidats doivent être vigilants sur ce point et vérifier également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigées vers les « *courriers indésirables* ». L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plateforme des AChats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Manuel d'utilisation

¹ L'arrêté du 12 avril 2018 laisse la possibilité d'utiliser un certificat de signature électronique de type RGS au-delà du 1^{er} octobre 2018, le temps de sa validité.

Un manuel d'utilisation est disponible sur le site afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site.

Difficultés :

En cas de difficultés sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises depuis [le lien suivant Assistance](#) ou en cliquant sur la languette Assistance.

L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une Foire aux Questions (FAQ), que vous pouvez filtrer par catégorie.

Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne. La référence du ticket créée vous sera demandée par le support téléphonique disponible au 01 53 18 90 00.

ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES DE REMISE DES PLIS

En application des dispositions prévues à l'article R.2132-7 du code de la commande publique, **dans le cadre de cette consultation, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et à l'offre) doivent être transmis uniquement par voie électronique.**

Le dépôt électronique des plis s'effectue sur le profil acheteur du MINARM, soit exclusivement sur le site de la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) depuis www.marches-publics.gouv.fr.

Ainsi, le candidat qui enverrait son pli sous un autre support que celui du profil d'acheteur (via la PLACE) verra son offre jugée irrégulière au sens de l'article L.2152-2 du code de la commande publique.

Il est à noter qu'au titre de l'article R.2132-11 du code de la commande publique, **l'acheteur préconise que les candidats adressent une copie de sauvegarde.** Cette copie de sauvegarde ne pourra être prise en compte que :

- Lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple : aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne doit pas être utilisé : la copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature – ou l'offre – principale, qui se substitue complètement au document arrivé hors délai ou qui n'a pu être ouvert.

Le pli doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde ».

Indépendamment et en dehors de la réception de la copie de sauvegarde dans le délai imparti pour la remise des candidatures ou des offres fixé au RC, **le dépôt d'offre papier ou dématérialisée sur support électronique par envoi postal ou par porteur n'est pas autorisé.**

5-1. Le candidat effectue la transmission par voie électronique

5-1.1. Modalités de téléchargement

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur la Plateforme des AChats de l'Etat (PLACE) accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr. Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant (**mode recommandé par l'acheteur**), de façon à être informé en cas de modification du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), soit en téléchargement anonyme (fortement déconseillé).

Important : Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique **devra impérativement vérifier** que l'adresse des échanges avec la Plateforme des AChats de l'Etat (PLACE) 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

Le cas échéant, la transmission des documents sensibles ou confidentiels se fera de façon séparée par voie papier.

5-1.2. Transmission des dossiers par voie électronique via PLACE

Il est précisé que la signature électronique n'est pas obligatoire pour la remise des plis.

L'opérateur économique va avoir besoin de s'identifier, ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la Plateforme des AChats de l'Etat (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

Les documents transmis doivent être compressés.

Les formats utilisés pour la transmission électronique des plis (candidatures et offres) doivent être choisis dans un format largement disponible: Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai et ne sera pas admis par l'acheteur. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

NOTA : Chaque envoi, via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), correspond à une offre. Cet envoi doit contenir l'ensemble des pièces décrites à l'article 6 du présent règlement de la consultation. Si plusieurs envois électroniques sont effectués par le soumissionnaire, seul le dernier pli réceptionné sera ouvert conformément aux dispositions de l'article R.2151-6 du code de la commande publique.

La taille maximale des fichiers acceptés sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) est de 1 GO.

5-1.3. Candidature

Les opérateurs économiques doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire référencé DC 1 dans sa version en vigueur disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>, complété dans son intégralité ;
- Déclaration du candidat ou formulaire référencé DC 2 dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> reprenant l'ensemble des informations demandées au candidat au titre de la consultation et permettant d'établir ses capacités ou l'ensemble des documents mentionnés ci-dessous.

- Déclaration de sous-traitance ou formulaire DC 4 dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Il est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre, soit en cours d'exécution du marché public.

5-2. La signature électronique

En application des dispositions de l'arrêté du 12 avril 2018, relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, la mise en œuvre de la signature électronique impose à chaque candidat de disposer :

- d'un **certificat de signature électronique** (clé format USB ou carte à puce), acheté auprès d'un prestataire qualifié et valable généralement de 1 à 3 ans, et conforme au règlement n° 910/2014 dit « eIDAS » ;
- d'un **outil de signature** qui permet d'apposer la signature avec le certificat sur le fichier souhaité. Si le candidat dispose dans son entité d'un parapheur électronique ou d'un outil spécifique pour signer, il n'est pas obligé d'utiliser l'outil de signature mis à disposition sur la plate-forme de dématérialisation de l'acheteur.

L'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant) doit produire des jetons de signature² conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés (XAdES, CAdES et PAdES).

Quels que soient les outils utilisés, ils ne doivent pas modifier le document, ce qui porterait atteinte à son intégrité.

5.2.1. Les exigences relatives aux certificats de signature électronique du signataire

Le certificat de signature électronique du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification « reconnue » mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue>
- <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/eu-trusted-lists-trust-service-providers>

Il s'agit de signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié, conforme au règlement eIDAS (pour la France, pour l'Europe).

- *soit la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;*
- *soit la signature électronique qualifiée (niveau 4).*

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2^{ème} cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

² Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé) : avec le format XAdES, les informations sur la signature (identité, date...) sont dans le fichier .xml qui est généré. Avec le format PAdES, la signature est identifiable dans le fichier sous forme d'empreinte visible. Dans tous les cas, l'identité du signataire est affichée lors de la création de la signature, puis demeure avec ou dans le fichier.

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

5.2.2. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la Plateforme des AChats de l'État (PLACE).

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;

-le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

NB : La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.

5-3. Modalités de transmission de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde peut être transmise sur support électronique (clé USB) ou papier contenant :

- le dossier de candidature (cf. art. 6-1)
- le dossier de l'offre (cf. art. 6-2)

La copie de sauvegarde sera placée dans deux enveloppes, de la façon suivante :

- L'enveloppe intérieure contenant les dossiers portera les mentions suivantes :

(COPIE DE SAUVEGARDE) Offre pour : Projet n° DAF_2026_000312 VALDAHON (25) - 13°RG- Félin Phase 2 - Installation PCG et création local batteries (Précisez N° du lot) Enveloppe intérieure (COPIE DE SAUVEGARDE) ENTREPRISE : <u>NE PAS OUVRIR</u>

- L'enveloppe sera placée dans une enveloppe extérieure, qui portera l'adresse suivante :

Service d'infrastructure de la défense Nord-Est (SID-NE) Sous-Direction Achats, Exécution Budgétaire et Comptabilité (SD-AC) Bureau achats métiers – Pôle achats n° 1 Caserne NEY- 1, rue du Maréchal Lyautey – CS 92005 57044 METZ CEDEX 01

Le pli sera :

- soit remis contre récépissé à la Sous-Direction Achats, Exécution Budgétaire et Comptabilité (SD-AC) du service d'infrastructure de la défense Nord-Est (SID-NE) (horaires d'ouverture du lundi au jeudi, sauf jours fériés, de 08h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h30 ; le vendredi de 08h30 à 11h30). **Aucun pli ne sera réceptionné en dehors de ces horaires** ;
- soit envoyé par voie postale, en recommandé avec avis de réception.

Dans l'un et l'autre cas, le pli devra parvenir à destination (Sous-Direction Achats, Exécution Budgétaire et Comptabilité (SD-AC)) avant les dates et heure indiquées en page de garde du présent document.

NOTA : En cas de recours à une société de portage de plis, l'administration ne peut être tenue responsable de la présentation de plis en dehors des horaires d'ouverture du service.

ARTICLE 6 - CONTENU DES PLIS

Les dossiers (candidatures et offres) des candidats seront entièrement rédigés en langue française.

Les candidats sont informés que l'administration conclura le marché dans l'unité monétaire suivante :
« EURO ».

Le dossier à remettre par les candidats contiendra les documents nécessaires :

- ✓ D'une part à l'analyse de la candidature (article 6-1) ;
- ✓ D'autre part au jugement de l'offre (article 6-2).

Les opérateurs économiques devront obligatoirement réunir les fichiers à déposer (candidatures et offres) dans un répertoire ZIPPE avant de le déposer sur PLACE.

L'outil zip est en libre téléchargement depuis PLACE entreprise sur [Accueil/Aide/Outils informatiques](#) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/aide/outils-informatiques>

La taille maximale des fichiers acceptés sur la PLateforme des Achats de l'Etat (PLACE) est de 1 GO.

6-1. Dossier candidature

6-1.1. Généralités

La sélection des candidatures se fera conformément aux dispositions de l'article L.2142-1 et des articles R.2142-1 à R.2142-27 du code de la commande publique.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique ou qui, le cas échéant, après mise en œuvre des dispositions du I de l'article R.2144-2, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces et renseignements demandés ci-après ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Les candidats doivent justifier et apporter la preuve de leurs capacités juridiques, économiques, financières, techniques et professionnelles à réaliser **toutes les prestations pour lesquelles ils se portent candidats**.

Les capacités s'apprécient globalement tous opérateurs économiques confondus composant la candidature.

A cette fin, il sera fourni obligatoirement **pour chaque opérateur économique**, les renseignements concernant la situation propre du candidat, les justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique, les renseignements et les formalités nécessaires pour l'évaluation de leurs capacités économique et financière, professionnelle et technique minimales requises.

Pour présenter ces renseignements, l'acheteur invite le candidat à utiliser les imprimés DC1 et DC2 joints au présent dossier de consultation et qui contiennent certains des éléments demandés.

Les candidats ne sont plus tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation, lorsque les conditions introduites selon les articles R.2143-13 et R.2143-14 du code de la commande publique sont remplies. PLACE propose un dispositif de coffre-fort numérique permettant le dépôt des attestations fiscales et sociales, accessibles dans le cadre de la remise d'une offre électronique.

6-1.2. Pièces à fournir par l'opérateur économique unique ou le groupement d'opérateurs économiques (cotraitants)

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les documents et renseignements ci-dessous sont à fournir pour chaque membre du groupement (à l'exception du DC1 qui est commun à tous les membres du groupement).

Les documents et renseignements à fournir sont :

6-1.2.1 - Situation juridique

- Lettre de candidature (formulaire DC1), incluant notamment :
 - l'information selon laquelle le candidat se présente seul ou en groupement ;

- une déclaration sur l'honneur certifiant que le candidat a satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales (articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés)
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la ou les copies des jugements prononcés à cet effet. **Les entreprises devront justifier de leur habilitation à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché (article L.2141-3-3° du code de la commande publique)**

6-1.2.2 - Capacités économiques et financières/niveau minimum exigé

a) Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2), mentionnant le chiffre d'affaires des trois dernières années.

b) Niveau spécifique minimal exigé :

La moyenne des trois derniers chiffres d'affaires annuels disponibles doit être supérieure à :

Lots	Montant chiffres d'affaires € HT
1	200 000
2	350 000
3	400 000
4	110 000
5	200 000
6	260 000
7	170 000

6-1.2.3 - Capacités techniques et professionnelles/niveau minimum exigé

- **Liste de références** de travaux exécutés au cours des cinq dernières années et de même nature que ceux faisant l'objet de la présente consultation.

Cette liste, qui se limitera à quelques références pertinentes et vérifiables sur des opérations de nature et complexité comparables, sera détaillée et fera obligatoirement ressortir, pour chaque référence :

- L'objet, avec indication des caractéristiques principales, en précisant ceux intégrant la valorisation des déchets et leur taux
- Le montant
- L'époque de réalisation (date)
- Le lieu d'exécution
- Les organismes ou maîtres d'ouvrage pour lesquels les travaux ont été réalisés, avec indication des coordonnées d'un correspondant du maître d'ouvrage ou de l'organisme chargé de l'opération.

Cette liste est à fournir dans tous les cas pour chaque opérateur économique.

En l'absence de telles références ou en cas de références insuffisantes, le candidat produira tous les éléments nécessaires à l'appréciation de ses capacités notamment ses qualifications professionnelles (expériences et qualification des personnels) et ses moyens.

La preuve des capacités techniques et professionnelles peut être apportée :

- par tout moyen à sa convenance notamment par des certificats de bonne exécution de travaux,
- par des certificats de qualifications professionnelles, par des certificats d'identité professionnelle,
- par des certificats de qualité.

Le niveau de qualification souhaité est le suivant (ou références similaires) :

➤ **Lot n°1 - VRD :**

Référence qualification	Intitulé qualification
Qualibat 1341	Aménagement de chaussées et trottoirs

➤ **Lot n°2 – Gros œuvre - Façades :**

Référence qualification	Intitulé qualification
Qualibat 2112	Maçonnerie et ouvrage en béton armé (technicité confirmée)

➤ **Lot n°3 – Charpente métalliques – Couverture - Bardage :**

Référence qualification	Intitulé qualification
Qualibat 2411	Constructions et structures métalliques (technicité courante)
Qualibat 3152	Couverture en métaux sauf plomb (technicité confirmée)

➤ **Lot n°4 – Menuiseries - Serrurerie :**

Référence qualification	Intitulé qualification
Qualibat 3531	Fabrication et pose de menuiseries extérieures en acier (technicité courante)
Qualibat 3541	Fabrication et pose de menuiseries extérieures en PVC (technicité courante)
Qualibat 4411	Serrurerie-métallerie (technicité courante)
Qualibat 4512	Fourniture et pose volets, stores, portails, rideaux, grilles, portes de garage et portes sectionnelles - Collectif - Tertiaire et Industriel

➤ **Lot n°5 – Plâtrerie - peinture :**

Référence qualification	Intitulé qualification
Qualibat 4131	Plaques de plâtre (technicité courante)
Qualibat 6111	Peinture et ravalement (technicité courante)

➤ **Lot n°6 – CVC :**

Référence qualification	Intitulé qualification
Qualibat 5311	Installation de VMC en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m2
Qualibat 5251	Installation de chauffage ou de froid raccordée sur réseau urbain

➤ **Lot n°7 – Electricité :**

Référence qualification	Intitulé qualification
Qualifelec – MGTI (ou Qualifelec E2)	Installations Electriques Moyen Gros Tertiaire Industrie
Qualifelec – CFMGTI (ou Qualifelec CF2)	Courant Faible Moyen Gros Tertiaire Industrie

Nota :

Les entreprises de création récente sont invitées à justifier de leurs capacités financières, techniques, ainsi que de leurs références professionnelles par tout moyen.

6-1.3. Prise en compte des capacités d'autres opérateurs économiques (autres que cotraitants) :

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre cet (ces) opérateur(s) (sous-traitant en particulier) et lui-même.

Les pièces à fournir pour chacun de ces opérateurs économiques sont les suivantes :

- pour chaque opérateur économique présenté, le candidat produira les mêmes documents que ceux qui lui sont exigés (cf. article 6-1.2 ci-dessus) ;
- en outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de cet opérateur, conformément au cadre joint au présent règlement.

Si l'opérateur économique est une filiale, le candidat fournira en plus la preuve de son statut de filiale par tout moyen à sa convenance (organigramme, etc.).

Les opérateurs économiques devront obligatoirement réunir les fichiers à déposer (candidatures et offres) dans un répertoire ZIPPE avant de le déposer sur PLACE.

L'outil zip est en libre téléchargement depuis PLACE entreprise sur [Accueil / Aide / Outils informatiques](https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/aide/outils-informatiques) :
<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/aide/outils-informatiques>

6-2. Présentation de l'offre

6-2.1. Solution de base

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra obligatoirement les pièces suivantes :

- 1) la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) :** cadre ci-joint à compléter et dater ;
- 2) le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED) :** cadre ci-joint à compléter et dater ;
- 3) Le tableau des marques et types** à mettre en œuvre sur le chantier, cadre ci-joint à compléter et dater ;
- 4) le mémoire justificatif** des dispositions que le soumissionnaire se propose d'adopter pour l'exécution des travaux (cf. contenu du mémoire à l'article 7-1.2 ci-après) ;
- 5) le mémoire environnemental** (cf. contenu du mémoire à l'article 7-1.3 ci-après) ;
- 6) Le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) (pour les lots 1 et 2) :** cadre ci-joint à compléter, date et signer ;
- 7) le certificat de visite des lieux** délivré par le maître d'œuvre ou son représentant ;
- 8) l'engagement d'insertion par l'activité économique :** cadre ci-joint, à compléter et dater ;
- 9) l'acte d'engagement (un par lot)** complété et signé, accompagné des formulaires DC4 éventuels (en cas de sous-traitance) ;
- 10) un relevé d'identité bancaire ou postal.**

L'absence de l'une des pièces énumérées de n° 1 à n°5 rend l'offre irrégulière.

Les cadres fournis par le service d'infrastructure doivent impérativement être renseignés, sous peine d'offre irrégulière.

6-2.2. Variante facultative

Sans objet.

6-3. Pli de sauvegarde

La remise d'un pli de sauvegarde contenant l'ensemble du dossier de candidature et de l'offre est fortement préconisée.

Le titulaire adressera son pli selon les modalités définies au paragraphe 5.3 supra.

ARTICLE 7 – JUGEMENT DES OFFRES

Attention : les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique ou celle du militaire blessé. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée non-conforme au motif du non-respect du cahier des charges.

7-1. LOT N° 1 - VRD

Pour le lot n°1, le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué selon les critères pondérés suivants :

- prix : 60 points
- valeur technique : 35 points
- caractéristiques environnementales : 5 points

7-1.1 Modalités de pondération des critères

7-1.1.1 La notation du critère prix sera appliquée comme suit :

Ce critère sera noté sur **60 points** sur la base du montant total de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et selon la formule suivante :

- offre conforme présentant le prix le plus bas : 60 points
- calcul du nombre de points pour une autre offre : **$Np = 60 \times (Omd/O)$**

Np est la note de l'offre considérée

O est le montant de l'offre étudiée

Omd est le montant de l'offre la moins-disante.

7-1.1.2 La notation du critère valeur technique sera appliquée comme suit :

Le critère « valeur technique » sera noté sur **35 points** au regard du mémoire justificatif fourni par le soumissionnaire dans son offre, selon le détail des sous-sous-critères suivant :

- **SOUS-CRITERE N° 1 : Cohérence des quantités renseignées par le candidat dans le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED), au regard des prestations prévues au marché (10 points)**
 - Le candidat est invité à joindre à son offre (en annexe du mémoire technique) toute indication qu'il juge nécessaire à la bonne compréhension des métrés et des prix d'unité qu'il fournit.
 - **SOUS-CRITERE N° 2 : Qualité du mémoire justificatif (25 points)**
- **5 points** : Présentation et cohérence d'un planning d'exécution global et détaillé par phases :
 - Indications concernant les dispositions arrêtées par le candidat pour garantir la qualité des prestations à réaliser et le respect des délais d'exécution.
 - **3 points** : Présentation de la performance des moyens humains et matériels mis en œuvre :
 - Indication concernant les moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier.
 - Note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour garantir la sécurité et l'hygiène sur le chantier.
 - **5 points** : Fiches techniques des produits décrits au tableau des marques :
 - Fiches des matériaux décrits pour ce chantier.

- **12 points** : Présentation et cohérence des modes de réalisation en particulier :

- Réalisation de la voirie, de la zone de manœuvre et du parking,
- Réalisation de la plateforme d'implantation du bâtiment 151,
- Réalisation des aménagements extérieurs.

Pondération de la note technique :

$$N_{tf} = 35 \times (N_{tb} / N_{t_{bm}})$$

Où :

N_{tf} est la note technique finale de l'offre considérée,

N_{tb} est la note technique brute (application du barème) de l'offre considérée,

N_{t_{bm}} est la note technique brute obtenue par la meilleure offre technique.

7-1.1.3 La notation du critère « caractéristiques environnementales » sera appliquée comme suit :

Le critère « caractéristiques environnementales » sera noté sur **5 points** au regard de la présentation et de la cohérence du mémoire environnemental fourni par le soumissionnaire dans son offre, faisant apparaître les éléments suivants :

- Indications concernant les dispositions arrêtées par le candidat en matière de gestion des déchets de chantier (SOGED)

Présentation d'un mémoire environnemental décrivant les mesures envisagées pour :

- La prévention et la gestion des déchets non dangereux générés par le chantier (prise en compte des enjeux environnementaux, désignation d'un référent, limitation des emballages, filières d'élimination et de valorisation des déchets, recyclage des matériaux, modalités de traçabilité prévues ...)
- Limiter les nuisances durant l'exécution des travaux (nuisances sonores, poussières, etc.)
- Réduire l'empreinte carbone du chantier en matière d'optimisation des déplacements (transport du personnel, limitation des livraisons, cycles d'évacuation des déchets).

Pondération de la note environnementale :

$$N_{tf} = 5 \times (N_{tb} / N_{t_{bm}})$$

Où :

N_{tf} est la note environnementale finale de l'offre considérée,

N_{tb} est la note environnementale brute (application du barème) de l'offre considérée,

N_{t_{bm}} est la note environnementale brute obtenue par la meilleure offre environnementale.

Note finale :

La note finale de chaque soumissionnaire est constituée par l'addition de la note obtenue au titre de chacun des critères. En cas d'égalité arithmétique de la note finale, le critère prix est prépondérant.

7-2. LOT N° 2 – Gros œuvre - Façades

Pour le lot n°2, le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué selon les critères pondérés suivants :

- prix : 60 points
- valeur technique : 35 points
- caractéristiques environnementales : 5 points

7-2.1. Modalités de pondération des critères

7-2.1.1 La notation du critère prix sera appliquée comme suit :

Ce critère sera noté sur **60 points** sur la base du montant total de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et selon la formule suivante :

- offre conforme présentant le prix le plus bas : 60 points
- calcul du nombre de points pour une autre offre : **$Np = 60 \times (Omd/O)$**

Np est la note de l'offre considérée

O est le montant de l'offre étudiée

Omd est le montant de l'offre la moins-disante.

7-2.1.2 La notation du critère valeur technique sera appliquée comme suit :

Le critère « valeur technique » sera noté sur **35 points** au regard du mémoire justificatif fourni par le soumissionnaire dans son offre, selon le détail des sous-critères suivant :

- **SOUS-CRITERE N° 1 : Cohérence des quantités renseignées par le candidat dans le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED), au regard des prestations prévues au marché (10 points)**
 - Le candidat est invité à joindre à son offre (en annexe du mémoire technique) toute indication qu'il juge nécessaire à la bonne compréhension des métrés et des prix d'unité qu'il fournit.
- **SOUS-CRITERE N° 2 : Qualité du mémoire justificatif (25 points)**
- **5 points** : Présentation et cohérence d'un planning d'exécution global et détaillé par phases :
 - Indications concernant les dispositions arrêtées par le candidat pour garantir la qualité des prestations à réaliser et le respect des délais d'exécution.
- **3 points** : Présentation de la performance des moyens humains et matériels mis en œuvre :
 - Indication concernant les moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier.
 - Note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour garantir la sécurité et l'hygiène sur le chantier.
- **5 points** : Fiches techniques des produits décrits au tableau des marques :
 - Fiches des matériaux décrits pour ce chantier.
- **12 points** : Présentation et cohérence des modes de réalisation en particulier :
 - Réalisation du radier, des élévations et du plancher haut du bâtiment 345,
 - Réalisation du dallage et de la reprise des façades du bâtiment 112,
 - Réalisation des raccords entre surfaces au sol du bâtiment 112,
 - Réalisation des étanchéités sous surface carrelée des pièces d'eau du bâtiment 112.

Pondération de la note technique :

$$N_{tf} = 35 \times (N_{tb} / N_{tbm})$$

Où :

N_{tf} est la note technique finale de l'offre considérée,

N_{tb} est la note technique brute (application du barème) de l'offre considérée,

N_{tbm} est la note technique brute obtenue par la meilleure offre technique.

7-2.1.3 La notation du critère « caractéristiques environnementales » sera appliquée comme suit :

Le critère « caractéristiques environnementales » sera noté sur **5 points** au regard de la présentation et de la cohérence du mémoire environnemental fourni par le soumissionnaire dans son offre, faisant apparaître les éléments suivants :

- Indications concernant les dispositions arrêtées par le candidat en matière de gestion des déchets de chantier (SOGED)

Présentation d'un mémoire environnemental décrivant les mesures envisagées pour :

- La prévention et la gestion des déchets non dangereux générés par le chantier (prise en compte des enjeux environnementaux, désignation d'un référent, limitation des emballages, filières d'élimination et de valorisation des déchets, recyclage des matériaux, modalités de traçabilité prévues ...)
- Limiter les nuisances durant l'exécution des travaux (nuisances sonores, poussières, etc.)
- Réduire l'empreinte carbone du chantier en matière d'optimisation des déplacements (transport du personnel, limitation des livraisons, cycles d'évacuation des déchets).

Pondération de la note environnementale :

$$N_{tf} = 5 \times (N_{tb} / N_{tbm})$$

Où :

N_{tf} est la note environnementale finale de l'offre considérée,

N_{tb} est la note environnementale brute (application du barème) de l'offre considérée,

N_{tbm} est la note environnementale brute obtenue par la meilleure offre environnementale.

Note finale :

La note finale de chaque soumissionnaire est constituée par l'addition de la note obtenue au titre de chacun des critères. En cas d'égalité arithmétique de la note finale, le critère prix est prépondérant.

7-3. LOT N° 3 – Charpente métallique – Couverture - Bardage

Pour le lot n°3, le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué selon les critères pondérés suivants :

- prix : 60 points
- valeur technique : 35 points
- caractéristiques environnementales : 5 points

7-3.1. Modalités de pondération des critères

7-3.1.1 La notation du critère prix sera appliquée comme suit :

Ce critère sera noté sur **60 points** sur la base du montant total de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et selon la formule suivante :

- offre conforme présentant le prix le plus bas : 60 points
- calcul du nombre de points pour une autre offre : **$N_p = 60 \times (O_{md}/O)$**

N_p est la note de l'offre considérée

O est le montant de l'offre étudiée

O_{md} est le montant de l'offre la moins-disante.

7-3.1.2. La notation du critère valeur technique sera appliquée comme suit :

Le critère « valeur technique » sera noté sur **35 points** au regard du mémoire justificatif fourni par le soumissionnaire dans son offre, selon le détail des sous-critères suivant :

- **SOUS-CRITERE N° 1 : Cohérence des quantités renseignées par le candidat dans le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED), au regard des prestations prévues au marché (10 points)**
 - Le candidat est invité à joindre à son offre (en annexe du mémoire technique) toute indication qu'il juge nécessaire à la bonne compréhension des métrés et des prix d'unité qu'il fournit.
- **SOUS-CRITERE N° 2 : Qualité du mémoire justificatif (25 points)**
- **5 points** : Présentation et cohérence d'un planning d'exécution global et détaillé par phase :
 - Indications concernant les dispositions arrêtées par le candidat pour garantir la qualité des prestations à réaliser et le respect des délais d'exécution.
- **3 points** : Présentation de la performance des moyens humains et matériels mis en œuvre :
 - Indication concernant les moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier.
 - Note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour garantir la sécurité et l'hygiène sur le chantier.
- **5 points** : Fiches techniques des produits décrits au tableau des marques :
 - Fiches des matériaux décrits pour ce chantier.
- **12 points** : Présentation et cohérence des modes de réalisation en particulier :
 - Réalisation de la couverture du bâtiment 345,
 - Réalisation du hangars métallique, bâtiment 151,
 - Réalisation de la couverture du bâtiment 112,
 - Réalisation des solivages et des platelages d'évolution en combles du bâtiment 112

Pondération de la note technique :

$$N_{tf} = 35 \times (N_{tb} / N_{t_{bm}})$$

Où :

- **N_{tf}** est la note technique finale de l'offre considérée,

N_{tb} est la note technique brute (application du barème) de l'offre considérée,

N_{t_{bm}} est la note technique brute obtenue par la meilleure offre technique.

7-3.1.3 La notation du critère « caractéristiques environnementales » sera appliquée comme suit :

Le critère « caractéristiques environnementales » sera noté sur **5 points** au regard de la présentation et de la cohérence du mémoire environnemental fourni par le soumissionnaire dans son offre, faisant apparaître les éléments suivants :

- Indications concernant les dispositions arrêtées par le candidat en matière de gestion des déchets de chantier.

Présentation d'un mémoire environnemental décrivant les mesures envisagées pour :

- La prévention et la gestion des déchets non dangereux générés par le chantier (prise en compte des enjeux environnementaux, désignation d'un référent, limitation des emballages, filières d'élimination et de valorisation des déchets, recyclage des matériaux, modalités de traçabilité prévues ...)
- Limiter les nuisances durant l'exécution des travaux (nuisances sonores, poussières, etc.)
- Réduire l'empreinte carbone du chantier en matière d'optimisation des déplacements (transport du personnel, limitation des livraisons, cycles d'évacuation des déchets).

Pondération de la note environnementale :

$$N_{tf} = 5 \times (N_{tb} / N_{t_{bm}})$$

Où :

N_{tf} est la note environnementale finale de l'offre considérée,

N_{tb} est la note environnementale brute (application du barème) de l'offre considérée,

N_{t_{bm}} est la note environnementale brute obtenue par la meilleure offre environnementale.

Note finale :

La note finale de chaque soumissionnaire est constituée par l'addition de la note obtenue au titre de chacun des critères. En cas d'égalité arithmétique de la note finale, le critère prix est prépondérant.

7-4. LOT N° 4 – Menuiseries - serrurerie

Pour le lot n°4, le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué selon les critères pondérés suivants :

- prix : 60 points
- valeur technique : 40 points

7-4.1. Modalités de pondération des critères

7-4.1.1 La notation du critère prix sera appliquée comme suit :

Ce critère sera noté sur **60 points** sur la base du montant total de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et selon la formule suivante :

- offre conforme présentant le prix le plus bas : 60 points
- calcul du nombre de points pour une autre offre : **$N_p = 60 \times (O_{md}/O)$**

N_p est la note de l'offre considérée

O est le montant de l'offre étudiée

O_{md} est le montant de l'offre la moins-disante.

7-4.1.2. La notation du critère valeur technique sera appliquée comme suit :

Le critère « valeur technique » sera noté sur **40 points** au regard du mémoire justificatif fourni par le soumissionnaire dans son offre, selon le détail des sous-critères suivant :

- **SOUS-CRITERE N° 1 : Cohérence des quantités renseignées par le candidat dans le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED), au regard des prestations prévues au marché (10 points)**
 - Le candidat est invité à joindre à son offre (en annexe du mémoire technique) toute indication qu'il juge nécessaire à la bonne compréhension des métrés et des prix d'unité qu'il fournit.
- **SOUS-CRITERE N° 2 : Qualité du mémoire justificatif (30 points)**
- **5 points** : Présentation et cohérence d'un planning d'exécution global et détaillé par phase :
 - Indications concernant les dispositions arrêtées par le candidat pour garantir la qualité des prestations à réaliser et le respect des délais d'exécution.
- **3 points** : Présentation de la performance des moyens humains et matériels mis en œuvre :
 - Indication concernant les moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier.
 - Note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour garantir la sécurité et l'hygiène sur le chantier.

- **10 points** : Fiches techniques des produits décrits au tableau des marques :
 - Fiches des matériaux décrits pour ce chantier.
- **12 points** : Présentation et cohérence des modes de réalisation en particulier :
 - Réalisation du guichet de distribution du bâtiment 345,
 - Réalisation des portes sectionnelles du bâtiment 151,

Pondération de la note technique :

$$N_{tf} = 40 \times (N_{tb} / N_{t_{bm}})$$

Où :

N_{tf} est la note technique finale de l'offre considérée,

N_{tb} est la note technique brute (application du barème) de l'offre considérée,

N_{t_{bm}} est la note technique brute obtenue par la meilleure offre technique.

Note finale :

La note finale de chaque soumissionnaire est constituée par l'addition de la note obtenue au titre de chacun des critères. En cas d'égalité arithmétique de la note finale, le critère prix est prépondérant.

7-5. LOT N° 5 – Plâtrerie - Peinture

Pour le lot n°5, le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué selon les critères pondérés suivants :

- prix : 70 points
- valeur technique : 25 points
- caractéristiques environnementales : 5 points

7-5.1. Modalités de pondération des critères

7-5.1.1 La notation du critère prix sera appliquée comme suit :

Ce critère sera noté sur **70 points** sur la base du montant total de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et selon la formule suivante :

- offre conforme présentant le prix le plus bas : 70 points
- calcul du nombre de points pour une autre offre : **$N_p = 70 \times (O_{md}/O)$**

N_p est la note de l'offre considérée

O est le montant de l'offre étudiée

O_{md} est le montant de l'offre la moins-disante.

7-5.1.2. La notation du critère valeur technique sera appliquée comme suit :

Le critère « valeur technique » sera noté sur **25 points** au regard du mémoire justificatif fourni par le soumissionnaire dans son offre, selon le détail des sous-critères suivant :

- **SOUS-CRITERE N° 1 : Cohérence des quantités renseignées par le candidat dans le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED), au regard des prestations prévues au marché (10 points)**
 - Le candidat est invité à joindre à son offre (en annexe du mémoire technique) toute indication qu'il juge nécessaire à la bonne compréhension des métrés et des prix d'unité qu'il fournit.

▪ **SOUS-CRITERE N° 2 : Qualité du mémoire justificatif (15 points)**

- **2 points** : Présentation et cohérence d'un planning d'exécution global et détaillé par phase :
 - Indications concernant les dispositions arrêtées par le candidat pour garantir la qualité des prestations à réaliser et le respect des délais d'exécution.
- **2 points** : Présentation de la performance des moyens humains et matériels mis en œuvre :
 - Indication concernant les moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier.
 - Note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour garantir la sécurité et l'hygiène sur le chantier.
- **3 points** : Fiches techniques des produits décrits au tableau des marques :
 - Fiches des matériaux décrits pour ce chantier.
- **8 points** : Présentation et cohérence des modes de réalisation en particulier :
 - Réalisation des cloisons et contre-cloisons du bâtiment 112,
 - Réalisation des complexes d'isolation thermique des bâtiment 345 et 112,
 - Réalisation des faux plafonds du bâtiment 112.

Pondération de la note technique :

$$N_{tf} = 25 \times (N_{tb} / N_{t_{bm}})$$

Où :

N_{tf} est la note technique finale de l'offre considérée,

N_{tb} est la note technique brute (application du barème) de l'offre considérée,

N_{t_{bm}} est la note technique brute obtenue par la meilleure offre technique.

7-5.1.3 La notation du critère « caractéristiques environnementales » sera appliquée comme suit :

Le critère « caractéristiques environnementales » sera noté sur **5 points** au regard de la présentation et de la cohérence du mémoire environnemental fourni par le soumissionnaire dans son offre, faisant apparaître les éléments suivants :

- Indications concernant les dispositions arrêtées par le candidat en matière de gestion des déchets de chantier.
- Intégration d'éco labels dans le choix des produits.
- La prévention et la gestion des déchets non dangereux générés par le chantier (prise en compte des enjeux environnementaux, désignation d'un référent, limitation des emballages, filières d'élimination et de valorisation des déchets, recyclage des matériaux, des déchets de peinture et solvants collectés et évacués en ...filière adaptée ...) :
- Les modalités de tri à la source des déchets (pots vides, restes de peintures, solvants, chiffons souillés, emballages souillés, etc.) ;
- Les dispositifs de stockage temporaire sur chantier, garantissant l'absence de rejet dans les réseaux d'eaux usées ou pluviales et la prévention des risques de pollution ;
- Les filières de traitement retenues pour le recyclage des matériaux (centres de traitement agréés, filières spécialisées pour déchets dangereux) ainsi que les justificatifs correspondants (attestations, conventions, etc.) ;
- Les modalités de traçabilité prévues (bordereaux de suivi des déchets, bilans quantitatifs en fin de chantier).

Pondération de la note environnementale :

$$N_{tf} = 5 \times (N_{tb} / N_{t_{bm}})$$

Où :

N_{tf} est la note environnementale finale de l'offre considérée,

N_{tb} est la note environnementale brute (application du barème) de l'offre considérée,

N_{t_{bm}} est la note environnementale brute obtenue par la meilleure offre environnementale.

Note finale :

La note finale de chaque soumissionnaire est constituée par l'addition de la note obtenue au titre de chacun des critères. En cas d'égalité arithmétique de la note finale, le critère prix est prépondérant.

7-6. LOT N°6 – CVC

Pour le lot n°6, le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué selon les critères pondérés suivants :

- prix : 60 points
- valeur technique : 40 points

7-6.1. Modalités de pondération des critères

7-6.1.1 La notation du critère prix sera appliquée comme suit :

Ce critère sera noté sur **60 points** sur la base du montant total de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et selon la formule suivante :

- offre conforme présentant le prix le plus bas : 60 points
- calcul du nombre de points pour une autre offre : **$Np = 60 \times (Omd/O)$**

Np est la note de l'offre considérée

O est le montant de l'offre étudiée

Omd est le montant de l'offre la moins-disante.

7-6.1.2. La notation du critère valeur technique sera appliquée comme suit :

Le critère « valeur technique » sera noté sur **40 points** au regard du mémoire justificatif fourni par le soumissionnaire dans son offre, selon le détail des sous-critères suivant :

- **SOUS-CRITERE N° 1 : Cohérence des quantités renseignées par le candidat dans le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED), au regard des prestations prévues au marché (10 points)**
 - Le candidat est invité à joindre à son offre (en annexe du mémoire technique) toute indication qu'il juge nécessaire à la bonne compréhension des métrés et des prix d'unité qu'il fournit.
- **SOUS-CRITERE N° 2 : Qualité du mémoire justificatif (30 points)**
- **5 points** : Présentation et cohérence d'un planning d'exécution global et détaillé par phase :
 - Indications concernant les dispositions arrêtées par le candidat pour garantir la qualité des prestations à réaliser et le respect des délais d'exécution.
- **3 points** : Présentation de la performance des moyens humains et matériels mis en œuvre :
 - Indication concernant les moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier.
 - Note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour garantir la sécurité et l'hygiène sur le chantier.
- **5 points** : Fiches techniques des produits décrits au tableau des marques :
 - Fiches des matériaux décrits pour ce chantier.

- **17 points** : Présentation et cohérence des modes de réalisation en particulier :

- Réalisation de la sous-station du bâtiment 112,
- Réalisation de la ventilation du bâtiment 112,
- Réalisation de la ventilation du bâtiment 345,
- Réalisation du chauffage ventilé du bâtiment 151

Pondération de la note technique :

$$N_{tf} = 40 \times (N_{tb} / N_{tbm})$$

Où :

N_{tf} est la note technique finale de l'offre considérée,

N_{tb} est la note technique brute (application du barème) de l'offre considérée,

N_{tbm} est la note technique brute obtenue par la meilleure offre technique.

Note finale :

La note finale de chaque soumissionnaire est constituée par l'addition de la note obtenue au titre de chacun des critères. En cas d'égalité arithmétique de la note finale, le critère prix est prépondérant.

7-7. LOT N°7 – Electricité

Pour le lot n°7, le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué selon les critères pondérés suivants :

- prix : 60 points
- valeur technique : 40 points

7-7.1. Modalités de pondération des critères

7-7.1.1 La notation du critère prix sera appliquée comme suit :

Ce critère sera noté sur **60 points** sur la base du montant total de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et selon la formule suivante :

- offre conforme présentant le prix le plus bas : 60 points
- calcul du nombre de points pour une autre offre : **$N_p = 60 \times (O_{md}/O)$**

N_p est la note de l'offre considérée

O est le montant de l'offre étudiée

O_{md} est le montant de l'offre la moins-disante.

7-7.1.2. La notation du critère valeur technique sera appliquée comme suit :

Le critère « valeur technique » sera noté sur **40 points** au regard du mémoire justificatif fourni par le soumissionnaire dans son offre, selon le détail des sous-critères suivant :

- **SOUS-CRITERE N° 1 : Cohérence des quantités renseignées par le candidat dans le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED), au regard des prestations prévues au marché (10 points)**
 - Le candidat est invité à joindre à son offre (en annexe du mémoire technique) toute indication qu'il juge nécessaire à la bonne compréhension des métrés et des prix d'unité qu'il fournit.

▪ **SOUS-CRITERE N° 2 : Qualité du mémoire justificatif (30 points)**

- **5 points** : Présentation et cohérence d'un planning d'exécution global et détaillé par phase :

- Indications concernant les dispositions arrêtées par le candidat pour garantir la qualité des prestations à réaliser et le respect des délais d'exécution.

- **3 points** : Présentation de la performance des moyens humains et matériels mis en œuvre :

- Indication concernant les moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier.
- Note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour garantir la sécurité et l'hygiène sur le chantier.

- **5 points** : Fiches techniques des produits décrits au tableau des marques :

- Fiches des matériaux décrits pour ce chantier.

- **17 points** : Présentation et cohérence des modes de réalisation en particulier :

- Modification de la ligne d'alimentation électrique du bâtiment 112 depuis le CPC du bâtiment 114,
- Maintien des alimentations électrique des bâtiments voisins durant le chantier,
- Principe de distribution du courant fort des bâtiment 112, 151 et 345,

Pondération de la note technique :

$$N_{tf} = 40 \times (N_{tb} / N_{t_{bm}})$$

Où :

N_{tf} est la note technique finale de l'offre considérée,

N_{tb} est la note technique brute (application du barème) de l'offre considérée,

N_{t_{bm}} est la note technique brute obtenue par la meilleure offre technique.

Note finale :

La note finale de chaque soumissionnaire est constituée par l'addition de la note obtenue au titre de chacun des critères. En cas d'égalité arithmétique de la note finale, le critère prix est prépondérant.

ARTICLE 8 – ATTRIBUTION, NOTIFICATION DU MARCHE

Seul le soumissionnaire retenu au terme du classement des offres doit produire les pièces prévues aux articles R.2143-5 à R.2143-15 du code de la commande publique en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11.

Si ces documents ne sont pas joints dans la réponse initiale, des formalités préalables à l'attribution et à la notification du marché sont engagées avec l'attributaire pressenti par l'acheteur via PLACE.

ATTENTION ! Les délais octroyés n'ont pas pour effet de permettre à l'attributaire de se procurer un certificat de signature électronique, ni d'effectuer les démarches administratives de régularisation auprès des administrations et organismes compétents.

8-1. Formalités : Documents à fournir par l'attributaire du marché

Chaque lot ne sera attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de **cinq jours**, à compter de la date de réception de la demande de l'administration :

- les justificatifs mentionnés aux articles R.2143-5 à R.2143-15 du code de la commande publique (articles R.2144-1 à R.2144-7 du code précité) ;
- dans le cas où l'acte d'engagement n'a pas été transmis signé dans l'offre, l'acte d'engagement correspondant à l'offre retenue par le représentant du pouvoir adjudicateur, dûment signé **électroniquement** par la (les) personne(s) habilitée(s) et accompagné du (des) pouvoir(s) d'engager la (les) société(s). Le cas échéant, l'acte d'engagement sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement (formulaire DC4) ;
- **une assurance** couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-1 à 1792-4 du Code civil et couvrant les dommages aux existants imputables aux travaux neufs ou nouveaux réalisés dans le cadre du présent marché et soumis à l'obligation d'assurance décennale (cf. à l'article 241-1 du code des assurances);
- tout document complémentaire éventuel (mise au point notamment) demandé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette obligation concerne toutes les entreprises désignées au marché.

A défaut d'avoir produit l'ensemble des documents demandés dans le délai prescrit, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra déclarer l'offre irrégulière au titre de l'article L.2152-2 du code de la commande publique. En conséquence, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires³.

8.2. Transmission des documents justificatifs et autres moyens de preuves

Les justificatifs et les moyens de preuve mentionnés à l'article R2143-8 du code de la commande publique et demandés à l'article 8-1 ci-dessus ne sont demandés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus doivent être déposés par le(s) soumissionnaire(s) sur la plateforme en ligne « APROVALL », anciennement « e-Attestations ».

La plateforme sécurisée « APROVALL » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec leurs donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Les candidats disposant auparavant d'un compte sur « e-attestations » n'ont qu'à compléter les informations et documents manquants dans leur dossier. Le changement vers la plateforme Aproxall est sans incidence et ne nécessite pas de création d'un nouveau compte.

Plus d'informations à l'adresse suivante :

<https://www.aprovall.com/fr/blog/pourquoi-sommes-nous-devenus-aproval/>

Toutefois, les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu. Dans ce cas, ils peuvent indiquer dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis (dispositif dites-le nous une fois ou DLNUF).

³ Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

8.3. Fin de procédure et notification

Le marché est définitivement attribué une fois ces formalités préalables correctement remplies.

Après signature de l'acte d'engagement (voire de la mise au point) par le représentant du pouvoir adjudicateur, le marché est notifié, conformément aux dispositions de l'article R.2182-4 du code de la commande publique.

NB : Le titulaire devra s'assurer que la ou les personne(s) habilitée(s) à engager la société dispose(nt) d'un certificat de signature électronique valide sur toute la durée du marché, de façon à pouvoir signer les actes modificatifs (actes de sous-traitance, modifications du marché, décisions...) qui interviendraient en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

9-1. Renseignements d'importance secondaire

Pour obtenir tout renseignement complémentaire nécessaire à la remise de leur offre, les candidats devront faire parvenir au plus tard **sept jours** au moins avant la date de remise de l'offre une demande écrite via la PLACE : www.marches-publics.gouv.fr sous la référence de la consultation, projet n° DAF_2026_000312.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats s'étant identifiés sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur avant d'avoir téléchargé le présent règlement de consultation relatif aux candidatures. Le pouvoir adjudicateur annexera si besoin un additif au règlement de consultation retraçant les questions des candidats et les réponses associées.

L'acheteur ne sera pas tenu de répondre à toute question transmise hors délai.

En ce qui concerne les candidats qui n'ont pas souhaité s'identifier sur le profil d'acheteur pour télécharger le dossier de la consultation, il leur appartient de vérifier régulièrement que le règlement de consultation n'a pas fait l'objet d'additif résumant les questions et réponses formulées pendant l'avis d'appel à candidatures.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré un dossier.